

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron
82140 Saint Antonin Noble Val - Mardi 21 avril 2026**

Le Conseil communautaire s'est réuni le mardi 21 avril de l'an deux mille vingt-six à 19h30, au nombre prescrit par le règlement, dans le lieu habituel de ses séances à Saint-Antonin-Noble-Val, sous la présidence de Madame BIRS, Présidente de la Communauté de Communes

Date de la convocation : 14 avril 2026

Nombre de délégués en exercice : 32. Nombre de présents : 31 Nombre de votants : 32

Présents : Mesdames BAGES, BIRS, CARDONNEL, GINESTOUS, MIRAMOND, PAPADOPOULO, PHILIPPE, SOCCOL, SOLEILHET, VIDAILLAC ;

Messieurs ADAM, BURG, COUSI, CROS, ESTRYPEAU, FERAL, GALAN, GALLAND, GAUTIER, HENRY, ICHES, JALLET, LOMBARD, LOPINET, MARTY, PALACH, PETIT, RENAULT, ROMANO, SERVIERES, SOUDARIN.

Absents : Mme BOZONNET a donné procuration à M. JALLET

Monsieur GAUTIER Thierry a été élu secrétaire de la séance.

Ref. 2026_3303**Objet : GEMAPI – Demande de subvention pour le poste de technicien rivière 2026**

Madame la Présidente présente les missions du Technicien Rivière pour l'année 2026 ainsi que le plan de financement suivant :

Dépenses TTC :

Technicien Rivières : 66 110 €

Soit un total de : 66 110 €

Recettes TTC :

Agence de l'Eau Adour-Garonne 46 277 €

Conseil Départemental du Tarn 900 €

Autofinancement de la CCQREGA 18 633 €

Soit un total de : 66 110 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, décide de :

- Approuver ces missions et le plan de financement proposé
- Solliciter l'aide de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et du Conseil Départemental du Tarn
- Autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer tout acte en conséquence de la présente

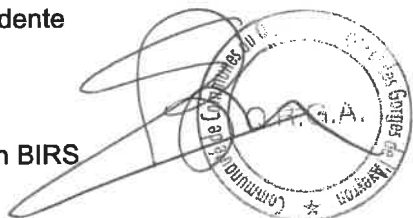
AR Prefecture

082-248200107-20260421-2026_3303-DE
Reçu le 22/04/2026

Fait à Saint Antonin Noble Val
Le 21 avril 2026

La Présidente

Elisabeth BIRS



Le Secrétaire de séance

Thierry GAUTIER



La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et/ou de sa publication. Le Tribunal Administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien <http://www.telerecours.fr/>